

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 06/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LINDE FRANCE S.A

Bâtiment A
523 cours du 3 Millénaire
69800 Saint-Priest

D/SPR/GP/N°1248/2023

Références : NN/JPP-D-1598-MRT-2023

Code AIOT : 0006402114

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2023 dans l'établissement LINDE FRANCE S.A implanté Lotissement industriel La Minaude Zone nord de l'Aubette 13130 Berre-l'Étang. L'inspection a été annoncée le 03/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LINDE FRANCE S.A
- Lotissement industriel La Minaude Zone nord de l'Aubette 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006402114
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'activité principale du site LINDE à Berre est le conditionnement de différents types de gaz dont l'acétylène en provenance des unités de LyondellBasell. Le site actuel est organisé de la façon suivante :

- Une unité des gaz industriel,
- Une unité d'acétylène,
- Un atelier VMP (visite matière poreuse) où est assurée la maintenance des bouteilles d'acétylène,
- Une plateforme Nord de stockage de bouteilles de gaz vides ou de gaz neutres et comburants.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- EAU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 03/02/2022, article 4.3.2	/	Lettre de suite	3 mois
3	mise en place et en service d'un débourbeur déshuileur	Arrêté Préfectoral du 03/02/2022, article 4.4.3	/	Lettre de suite	1 mois
5	Bassin de confinement des eaux incendies	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 03/02/2022, article 4.3.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Aménagement des points de prélèvements	Arrêté Préfectoral du 03/02/2022, article 4.4.4.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
11	Étiquetage des substances	Arrêté Préfectoral du 03/02/2022, article 6.1.2.	/	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Présence de disconnecteur	Arrêté Préfectoral du 03/02/2022, article 4.2.4.1	/	Sans objet
4	Etanchéité et dimensionnement du bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 03/02/2022, article 1.3	/	Sans objet
8	Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	Arrêté Préfectoral du 03/02/2022, article 4.4.5	/	Sans objet
9	VLE des eaux pluviales de voiries et de toiture	Arrêté Préfectoral du 03/02/2022, article 4.4.8	/	Sans objet
10	Conception et exploitation des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 03/02/2022, article 4.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection portait la thématique de l'eau et les suites de l'inspection du 16/06/2022 sur cette thématique.

Il a été constaté la nécessité d'éclaircir la fonction à donner au bassin de rétention.

Il a également été constaté la nécessité de faire des travaux de mise en conformité (point de prélèvement aménagé, isolement des réseaux d'assainissement).

L'inspection a aussi permis d'évoquer avec l'exploitant la possibilité que certaines dispositions de son arrêté ne soient pas adaptées à ses activités. Un retour formalisé sur ce point est attendu de l'exploitant.

Enfin, il a été rappelé les attendus sur la thématique de la gestion des épisodes de sécheresse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence de disconnecteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2022, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Présence de disconnecteur
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau.

Un dispositif anti-retour d'eau est mis en œuvre afin de protéger le réseau d'adduction public d'eau potable.
Constats : Le jour de l'inspection, le nouveau chef d'établissement a indiqué devoir investiguer sur la présence et le positionnement du disconnecteur. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 20/10/2023, des photographies de son réseau d'approvisionnement en eau montrant la présence de disconnecteur sur son réseau eau potable (usage sanitaire et unité acétylène) et eau espaces verts.
Type de suites proposées : Sans objet
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2022, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection de l'environnement (spécialité installations classées) ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), - les éventuels ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature, - les points de contrôle associés aux rejets de l'établissement vers l'extérieur.
Constats : Le site dispose de 3 réseaux d'approvisionnement en eau : <ul style="list-style-type: none"> - 1 réseau AEP - 1 réseau espaces verts - 1 réseau incendie (géré par Lyondell Basell) et de 2 réseaux de collecte des effluents : <ul style="list-style-type: none"> - 1 réseau de collecte des eaux AEP - 1 réseau de collecte des eaux de pluie Lors de l'inspection, il a été présenté le plan de masse du 29/06/2020 V11 ainsi que le plan Filling area réseau d'eau acétylène du 25/10/2016. Il a été constaté par l'Inspection que le plan de masse ne fait pas apparaître le dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée (compteur), les séparateurs d'hydrocarbures et le(s) disconnecteur(s). En réponse, l'exploitant a transmis par mail du 12/10/2023 une mise à jour de son Plan du réseau - Eaux pluviales V12 du 09/10/2023 faisant apparaître les séparateurs d'hydrocarbures et par mail du 20/10/2023 une mise à jour de son Plan de réseau d'eau potable V12 du 09/10/2023. Pour autant,

sur ce dernier, la localisation des disconnecteurs et des compteurs ne sont pas non plus mentionnés.

Enfin , lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan de son réseau incendie. Celui-ci a transmis par mail du 12/10/2023 un plan à jour de son réseau incendie intitulé Plan du réseau Incendie V12 du 09/10/2023.

Il est demandé à l'exploitant de revoir une nouvelle fois son plan des réseaux d'alimentation en Eau (AEP + Espaces verts) afin d'y indiquer le positionnement de ses compteurs et de ses disconnecteurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : mise en place et en service d'un débourbeur déshuileur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2022, article 4.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, débourbeur déshuileur

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

- eaux domestiques : raccordement au réseau communal d'assainissement ;
- eaux pluviales et eaux d'extinction : raccordement à un débourbeur déshuileur muni d'une vanne de fermeture, puis rejet dans deux bassins de rétention de la zone industrielle qui se déversent dans le réseau pluvial communal ; le débourbeur déshuileur sera mis en place dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Linde a déclaré dans son DDAE de 2020 la non présence de déshuileurs/débourbeurs sur son site. En conséquence, l'Inspection des installations classées a prescrit la nécessité d'en installer via la présente disposition.

Lors de la prise de fonction du nouveau chef de site à l'automne 2022, celui-ci a fait vérifier l'ensemble de ses installations et a découvert la présence de 3 déshuileurs/débourbeurs, probablement jamais curés.

Le curage de ses équipements a donc été commandé en 2023 :

- 2 des 3 ont été curés le 20/09/2023
- 1 déshuileur/débourbeur reste à curer (problème d'accessibilité). Sa planification est prévue pour fin octobre 2023.

La présence des 2 premiers débourbeurs a pu être constaté par l'Inspection.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans les plus brefs délais le justificatif du bon curage du dernier déshuileur, les données constructeur de ces 3 déshuileurs/débourbeurs, de présenter leur fonctionnement (différence visuelle constatée lors de la visite terrain) ainsi que leur bon dimensionnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Étanchéité et dimensionnement du bassin de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2022, article 1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Étanchéité et dimensionnement du bassin de rétention
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, non contraires aux dispositions du présent arrêté. Étude d'impact Rapport N°104621/version A – Juillet 2020, paragraphe 4.2.3.1 Le bassin de rétention étanche d'un volume de 16 200 m3 permet de collecter les eaux pluviales du site et une partie du lotissement industriel de la Mimaude (Linde/Palsud/Europackaging). En cas de besoin, un système d'obturation placé à l'aval du bassin permet d'isoler le réseau pluvial du site Linde avant rejet vers le bassin de rétention. Ce système permet donc de confiner les eaux impactées sur le site Linde. De plus, une vanne d'isolement est également présente en sortie du bassin de rétention
Constats : Lors de la précédente inspection du 16/06/2022, il a été demandé à l'exploitant de réaliser des travaux sur le bassin de rétention (étanchéité, programme de maintenance préventif, procédure réflexe en cas d'accident et de risque de pollution). Le nouveau chef d'établissement indique ne pas être en mesure d'effectuer ces travaux étant donné que le bassin ne lui appartient pas. Mais celui-ci indique avoir mis à jour son POI (version MS-51306 révision 7 du 01/01/2023) et mentionné la nécessité de déclencher les obturateurs pneumatiques en cas d'accident pour contenir la pollution sur son site et ne pas polluer le bassin. Il a en effet été constaté, par l'Inspection, sur la fiche réflexe « Scénario majorant PhD1 solv, PhD 2 solv », l'action suivante « Déclencher l'obturateur pneumatique d'isolement du réseau des eaux pluviales ».
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Bassin de confinement des eaux incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendies
Prescription contrôlée : Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. [...] Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.

<ul style="list-style-type: none"> - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>[...] Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne semble pas savoir quelle fonction donner au bassin de rétention (mentionné au point de contrôle n°4 du présent rapport d'inspection) : s'agit-il d'un bassin de rétention des eaux de pluie ou d'un bassin de confinement des eaux incendie? Assure-t-il les deux fonctions? Par ailleurs, l'Inspection se questionne sur sa capacité (volume disponible) étant donné que celui-ci est également utilisé par des tiers (lotissement industriel de la Mimaude).</p> <p>L'exploitant n'a pas fait l'exercice de calculer le volume de confinement nécessaire pour ses scénarios accidentels majorants selon les dispositions de l'art. 26 bis de l'AM du 04/10/10 modifié. Il est proposé à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dimensionner ses volumes d'eau d'extinction incendie pour ses scénarios accidentels majorants conformément à l'art 26bis de l'AM du 04/10/2010 modifié. - d'effectuer un relevé topographique et d'établir la capacité de rétention intrinsèque de son site industriel - de définir le volume disponible en tout temps dans le bassin de rétention et d'identifier, au vu des surfaces imperméabilisées du site (voirie, toitures...) à quelle pluie correspond ce volume (décennale, quinquennale...). <p>Ces éléments devront être collectés dans un rapport porté à la connaissance de l'inspection des installations classées avec toutes les justifications. Ce rapport devra également indiquer la stratégie mise en place par l'exploitant quant à la gestion de ses eaux de pluie et de ses eaux d'extinction incendie et quant à la fonction donnée au bassin de rétention.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2022, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le nouveau chef d'établissement indique que le site dispose de 2 obturateurs pneumatiques installés en 2003 et précise que ces obturateurs ne peuvent, a priori, pas faire l'objet de tests de bon fonctionnement. En conséquence, aucune vérification de l'état de marche ne semble avoir été fait depuis 2003.</p> <p>Par ailleurs, il a été constaté que la zone de stockage Nord-ouest (Magasin 500) n'était pas couverte par un obturateur.</p>

L'exploitant indique vouloir changer le système d'isolement présent sur le site et le remplacer par des vannes martellières, celles-ci permettant la réalisation de tests de bon fonctionnement. Les travaux sont programmés pour 2024.
Il est proposé à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Aménagement des points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2022, article 4.4.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des points de prélèvements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur les ouvrages de rejet des effluents, sont prévus des points de prélèvement d'échantillons ainsi que des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc.).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Ces ouvrages de rejet des effluents vers les réseaux extérieurs au site sont aménagés de telle sorte que l'on puisse y réaliser des prélèvements asservis au débit.</p> <p>Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection du 16/06/2022, il avait déjà été demandé la réalisation des travaux permettant d'avoir un point de prélèvement aménagé accessible permettant des interventions en sécurité. Ces travaux n'ont pas été faits.</p> <p>L'exploitant indique prévoir la réalisation de ces travaux en même temps que le changement des systèmes d'isolement (point de contrôle n°6 du présent rapport).</p> <p>Il est proposé à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2022, article 4.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents rejetés doivent être exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de matières flottantes, • de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs inflammables ou odorantes, • de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

<p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - température maximale : 30 °C ; - pH : compris entre 5,5 et 8,5 ; -couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt / j
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas comprendre pourquoi celui-ci était soumis à une telle disposition. En effet, selon lui, l'activité du site ne fait pas intervenir l'utilisation d'eau (pas d'eau de process) et ne génère pas la création de matière en suspension. L'exploitant indique n'avoir comme seule pollution potentielle, la pollution aux hydrocarbures par le passage fréquent de camions sur son site.</p> <p>Cette pollution potentielle est couverte par la mise en place de 3 séparateurs d'hydrocarbures (point de contrôle n°3 du présent rapport).</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection des installations classées un argumentaire justifiant la non pertinence de cette disposition.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite – Prescription inadaptée</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : VLE des eaux pluviales de voiries et de toiture

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2022, article 4.4.8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, VLE des eaux pluviales de voiries et de toiture</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le réseau de collecte des eaux pluviales de la zone industrielle de la MIMAUDE les valeurs limites en concentration suivantes :</p> <p>Paramètre / CODE SANDRE / Concentrations instantanées (mg/l)</p> <p>Matières en suspension : 1305 – 35mg/l</p> <p>DBO5 (sur effluent non décanté) : 1313 – 100mg/l</p> <p>DCO (sur effluent non décanté) : 1314 – 125mg/l</p> <p>Somme de l'indice hydrocarbure et de l'indice hydrocarbure volatil : 7009 – 5mg/l</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas comprendre pourquoi celui-ci était soumis à une telle disposition. En effet, selon lui, l'activité du site ne fait pas intervenir l'utilisation d'eau (pas d'eau de process) et ne génère pas la création de matière en suspension. L'exploitant indique n'avoir comme seule pollution potentielle, la pollution aux hydrocarbures par le passage fréquent de camions sur son site.</p> <p>Cette pollution potentielle est couverte par la mise en place de 3 séparateurs d'hydrocarbures (point de contrôle n°3 du présent rapport).</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection des installations classées un argumentaire justifiant la non pertinence de cette disposition.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite – Prescription inadaptée</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 10 : Conception et exploitation des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2022, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conception et exploitation des ouvrages
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. En particulier, la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les consommations en eau des installations font l'objet d'un suivi et d'une analyse tendancielle.
Constats : L'exploitant indique prélever environ 8 000m ³ /an d'eau. Ce volume étant approximatif et proche du seuil de 10 000m ³ /an de l'AM sécheresse du 30 juin 2023, il a été rappelé à l'exploitant la nécessité de vérifier le volume exact de ses prélèvements d'eau total annuel ses dernières années et d'établir son plan de sobriété hydrique (PSH). L'exploitant indique ne pas avoir eu connaissance du PSH mais a bien pris note des actions entreprises par la DREAL sur la thématique de la sécheresse. Il est demandé à l'exploitant d'établir son PSH dans les plus brefs délais. Celui-ci pourra faire l'objet d'une inspection ultérieure de la DREAL PACA.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Étiquetage des substances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2022, article 6.1.2.
Thème(s) : Produits chimiques, Étiquetage des substances
Prescription contrôlée : Conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations dangereuses, les fûts, réservoirs mobiles et autres emballages à l'intérieur du site doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger.
Constats : Lors de la visite terrain, en passant au niveau de l'unité "gaz industriels" et à proximité de la cuve à fioul, se trouve une zone de stockage de récipients mobiles. L'Inspection a constaté le non étiquetage de certains fûts et autres contenants de produits liquides (non présence de nom ni, le cas échéant, de symbole de danger). Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un étiquetage de l'ensemble de ses contenants sur cette zone de stockage de récipients mobiles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois